

Montreuil, le 14 avril 2012

Réponses à Cap-Ours

Nous avons bien pris connaissance de votre argumentaire sur l'Ours Brun dans les Pyrénées.

Allons directement à l'essentiel : nous sommes attachés à l'existence d'une population d'ours viable dans les Pyrénées et même ailleurs, dans les Alpes par exemple où cette espèce pourrait être réintroduite.

De la même façon, nous souhaitons défendre les populations de Lynx qui se développent à grand peine dans les autres massifs montagneux.

Mais ce n'est pas pour des raisons liées aux engagements pris par la France, qui s'ils n'étaient pas tenus, exposeraient celle-ci à des sanctions.

C'est bien davantage parce que nous pensons que les grands prédateurs sont une richesse (et non a priori un atout pour le développement touristique, fût-il « durable ») et un patrimoine pour les citoyens, les travailleurs de notre pays et du monde entier.

L'Ours et le Lynx surtout (le Loup un peu moins) ont besoin de vastes espaces sauvages où ils trouvent nourriture et abris pour se reproduire en toute tranquillité.

L'existence de ces « biotopes » permet l'existence de toute la Biodiversité qui y est liée, comme on peut le constater et l'observer dans d'autres pays (Espagne et Italie par exemple) où les activités humaines en montagne ont un niveau de développement comparable à celui des Pyrénées, qui nous parait avoir atteint et sans doute dépassé un maximum (stations de ski, urbanisation des vallées, etc) supportable par la faune et la flore.

Certaines espèces disparaissent ainsi peu à peu (Gypaète Barbu, Milan Royal, Desman des Pyrénées, Monticole de roche, par exemple).

L'Ours et l'Homme cohabitent certes depuis des siècles, mais force est de constater que cette cohabitation se passe mal non seulement pour l'Ours, mais aussi pour beaucoup d'autres espèces.

Cette cohabitation n'a jamais été pacifique.

Il est nécessaire qu'elle le devienne dans l'intérêt général.

Et ce, pour l'Ours, malgré toutes les dispositions d'aides et de soutien prises (depuis une quarantaine d'années) pour dissuader les éleveurs de le tuer quand il attaque leurs troupeaux.

Nous savons pourtant que l'Ours (même quand il vient de Slovénie) n'attaque qu'exceptionnellement les troupeaux gardés, et que la petite population d'ours actuelle (moins d'une vingtaine) ne cause globalement que des dégâts minimes aux troupeaux, en comparaison des milliers de bêtes perdues pour d'autres raisons chaque été dans les « zones à ours » et surtout hors de ces zones où ces pertes sont de l'ordre des dizaines de milliers.

L'Ours, comme le Loup, joue donc le rôle de bouc-émissaire pour la filière ovine.

Ses véritables ennemis sont les marchés de l'agro-alimentaire et les grandes surfaces qui font la loi.

Cet ennemi, nous le combattons sur tous les fronts : c'est le capitalisme.

Peu d'autres candidats vous le diront…et pour cause, eux ou leurs partis ont été au gouvernement et ont exercé la responsabilité de protéger les ours mais aussi d'aider les petits éleveurs à ne pas sombrer dans la misère.

Ils ont gouverné pour les marchés et les grandes surfaces, pas pour les éleveurs, pas pour notre patrimoine naturel.

Notamment Mr Bayrou (ex Président du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques) et Mr Lassalle qui ont fait supprimer les réserves Lalonde et créée l'IPHB, obtenant de l'argent public pour à la fois protéger les ours et aider les éleveurs dans les trois vallées d'Aspe, Ossau et Barétous.

Avec quel résultat ?

Nous non plus, nous ne sommes pas pour l'ensauvagement total des montagnes. Les habitants des vallées pyrénéennes ont droit à l'emploi (avec de bonnes conditions de travail) et à un environnement de bonne qualité.

Nous sommes donc pour :

-le maintien et le renforcement (pour les petits éleveurs paysans) des aides et des mesures d'indemnisation et la généralisation des moyens de protection des troupeaux (car nous sommes très favorables à de nouveaux relâcher d'ours, notamment en Haut-Béarn).

Pour les propriétaires de grands troupeaux, nous sommes pour une aide conditionnelle à la reconversion, car ces grands troupeaux (dans ou hors la zone à ours actuelle) sont un véritable fléau pour les milieux montagnards.

-la création de véritables emplois de bergers salariés (pour soulager d'une bonne partie de leur temps de travail les petits éleveurs), subventionnés par les recettes fiscales imposées aux entreprises de l'agro-alimentaire (notamment les grandes surfaces) qui se sont enrichies pendant des décennies à leurs dépens et leur ont créé des difficultés supplémentaires.

-la relocalisation des productions : nous trouvons absurde et anti-écologique de faire voyager sur des dizaines de milliers de km de la viande mouton importée de Nouvelle Zélande.

Cependant il ne s'agit pas pour autant de développer le pastoralisme en montagne. Nous savons que l'élevage (et donc la consommation de viande) est un poste important des émissions de gaz à effet de serre. De plus, le développement du pastoralisme est antagonique de la reforestation naturelle, nécessaire à la captation du gaz carbonique dans la cellulose du bois vivant, et qui représente (la forêt) un frein aux avalanches, à l'érosion et un facteur favorable à la qualité de l'eau ainsi qu'à la régulation de son cycle.

-le relâcher d'autant d'ours que des experts indépendants nous le diront pour assurer sans autre intervention sur les animaux, l'avenir d'une population viable.

-la création d'une réserve intégrale (concernant donc aussi la sylviculture) dans la zone refuge de chaque individu sur la base des relevés naturalistes de l'ETO et du Réseau Ours Brun. Ce seront des réserves du type « réserves Lalonde » supprimées par Michel Barnier.

-l'interdiction totale de la chasse en battue en zone à ours.

Nous sommes par contre plutôt réservés sur le « développement durable ».

Nous aimerions avoir quelques précisions.

Nous sommes pour que les vallées pyrénéennes conservent « durablement » leurs habitants, mais tous leurs habitants (humains, animaux et végétaux).

Nous sommes par exemple opposés à un développement du tourisme, fût-il « vert », dans des milieux fragiles où vivent des espèces très sensibles au dérangement, comme l'Ours, le Desman ou le Gypaète. Chaque été, en effet, d'Hendaye à Perpignan les Pyrénées subissent l'impact de ce tourisme de masse qui participe à leur dégradation.

Voilà donc notre point de vue actuel et nous vous le transmettons, en espérant que la discussion se prolonge au-delà des élections.

Cordialement, l'équipe de campagne de Philippe POUTOU